

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 74

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Republiek Kaapverdië betreffende samenwerking inzake de
ontwikkeling van het eiland Santo Antão;
Dakar, 27 februari 1979*

B. TEKST

**Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République
du Cap Vert relative à la coopération concernant le développement
de l'île de Santo Antão**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et le Gouvernement
de la République du Cap Vert (dénommés ci-après „les Parties
Contractantes”)

Désireux de coopérer dans le cadre d'un projet de développement
de l'île de Santo Antão;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Buts et durée du projet

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre
d'un projet de développement de l'agriculture de l'île de Santo Antão
(dénommé ci-après „le Projet”).

2. Les buts généraux de ce Projet sont les suivants:

- élaborer un plan de développement intégré de l'île de Santo
Antão;

- effectuer une étude sur les effets de l'érosion et les moyens de la combattre;
- mettre en oeuvre la lutte anti-érosion;
- mettre en oeuvre une série de projets d'urgence.

3. Les buts seront réalisés par les activités exposées dans le Plan d'Action visé à l'Article VIII.

4. La coopération entre les deux Parties Contractantes est prévue pour une durée de 2 années.

Article II

Contribution de chaque Partie Contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:

- à fournir le personnel néerlandais nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;
- à fournir le matériel y compris les véhicules nécessaires à l'exécution du Projet, et à payer les frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation.

La valeur de la contribution néerlandaise ne dépassera pas la somme de 3 millions de florins.

2. Le Gouvernement du Cap Vert s'engage:

- à mettre à disposition le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;
- à fournir les bâtiments nécessaires à l'exécution du Projet;
- à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

3. Le Gouvernement des Pays-Bas veillera à ce que l'approbation du Gouvernement de la République du Cap Vert soit acquise avant l'envoi d'un expert.

Article III

Mesures à prendre par le Gouvernement du Cap Vert en faveur du personnel néerlandais

1. Dans le cadre du Projet, le Gouvernement du Cap Vert:

a. exemptera les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel néerlandais de tout impôt et autres charges fiscales;

b. exemptera le personnel néerlandais des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel, importés au Cap Vert dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à

condition que ces biens soient réexportés du Cap Vert au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement capverdien;

c. prendra des mesures pour l'exonération des droits d'importation d'un véhicule automobile dans les six mois suivant la première arrivée au Cap Vert, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation approprié basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente;

d. exemptera le personnel néerlandais ou les membres de leur famille des obligations de service national;

e. accordera au personnel néerlandais l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par ce personnel dans l'exercice de ses fonctions;

f. prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit de visas d'entrée et de permis de travail au personnel néerlandais qui sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter le Projet;

g. délivrera au personnel néerlandais des documents d'identité leur garantissant, dans l'exécution de leurs tâches, le plein appui des autorités capverdiennes;

h. accordera au personnel néerlandais, pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

i. offrira au personnel néerlandais et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2. a. Le Gouvernement du Cap Vert dégagera le Gouvernement des Pays-Bas et les experts, conseillers, agents ou employés néerlandais de toute responsabilité civile extra-contractuelle découlant de tout acte ou omission d'une ou plusieurs desdites personnes au cours des opérations régies par ou entreprises en vertu de la présente Convention et entraînant la mort ou des lésions corporelles d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers – dans la mesure où ces cas ne sont pas couverts par une assurance – et s'abstiendra de présenter toute revendication ou action en responsabilité extra-contractuelle, à moins que cette responsabilité ne découle d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave d'une ou plusieurs desdites personnes.

b. Si le Gouvernement du Cap Vert dégage le Gouvernement des Pays-Bas ou une ou plusieurs desdites personnes de toute revendication ou action en responsabilité civile extra-contractuelle, conformément au paragraphe 2(a) du présent Article, le Gouvernement du Cap Vert sera habilité à exercer tous les droits que le Gouvernement néerlandais ou lesdites personnes auraient pu faire valoir.

c. A la demande du Gouvernement du Cap Vert, le Gouvernement des Pays-Bas fournira aux autorités compétentes du Cap Vert l'assistance administrative ou juridique requise pour parvenir à la solution satisfaisante de tout problème pouvant découler de l'application des paragraphes 2 (a) et 2 (b) du présent Article.

Article IV

Mesures à prendre par le Gouvernement du Cap Vert pour l'équipement néerlandais

Le Gouvernement du Cap Vert exemptera de tout droit d'importation et d'exportation et autres charges fiscales l'équipement (y compris les véhicules automobiles) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet.

Article V

Statut du personnel néerlandais

1. Les autorités néerlandaises désigneront un chef d'équipe qui sera responsable, à l'égard des autorités néerlandaises, de l'assistance néerlandaise au Projet.

2. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le chef d'équipe procédera régulièrement à des consultations avec le Gouvernement du Cap Vert ou avec les autorités désignées par ce Gouvernement et se conformera aux instructions opérationnelles données par ce Gouvernement ou par les autorités compétentes dans la mesure où elles sont compatibles avec les buts du Projet.

3. Le Gouvernement du Cap Vert fournira au personnel néerlandais toute information que ce dernier considère indispensable à l'exécution efficace des activités du Projet.

4. Le Gouvernement du Cap Vert peut demander au Gouvernement néerlandais de rappeler un ou plusieurs membres du personnel néerlandais si la conduite professionnelle ou personnelle de la personne ou des personnes concernée(s) justifie une telle mesure.

Article VI

Equipement néerlandais

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement du Cap Vert à la fin de la coopération.

Article VII

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'autorité compétente néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

L'autorité compétente capverdienne est le Secrétaire d'Etat à la Coopération et au Plan.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer, en tout ou en partie, les responsabilités dans le cadre de ce Projet.

3. L'autorité compétente néerlandaise désignera la Direction de l'Assistance Technique Internationale du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères comme autorité exécutive néerlandaise.

L'autorité compétente capverdienne désignera le Ministère du Développement Rural comme autorité exécutive capverdienne.

Article VIII

Plan d'Action

1. Les autorités compétentes des deux Parties établiront un Plan d'Action indiquant en détail la contribution de chaque Partie, les tâches des experts, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition. Le Plan d'Action comprendra un budget détaillé de la contribution de chaque Partie, un Programme de priorité, un calendrier des activités et des listes de l'équipement et du matériel devant être fourni par chaque Partie.

2. Le Plan d'Action peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

Article IX

Rapports

Le chef d'équipe et son homologue capverdien soumettront aux deux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet.

A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les Parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article X

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XI

Dispositions Finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du premier mars 1977.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période de deux ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de la période de deux ans.

Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Dakar, le 27 février 1979 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) E. E. S. DE JONGH

*Pour le Gouvernement de la
République du Cap Vert*

(s.) A. J. C. VEIGA

C. VERTALING

Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië betreffende samenwerking inzake de ontwikkeling van het eiland Santo Antão

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Kaapverdië (hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”)

Geleid door de wens samen te werken in het kader van een ontwikkelingsproject voor het eiland Santo Antão;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel I

Doelstellingen en duur van het Project

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich, samen te werken in het kader van een ontwikkelingsproject voor de landbouw van het eiland Santo Antão (hierna te noemen „het Project”).
2. De algemene doelstellingen van dit Project zijn de volgende:
 - het opstellen van een geïntegreerd ontwikkelingsplan voor het eiland Santo Antão;
 - het verrichten van een studie betreffende de gevolgen van de erosie en de middelen tot bestrijding daarvan;
 - het aanbinden van de strijd tegen de erosie;
 - het uitvoeren van een serie noodprojecten.
3. De doelstellingen worden verwezenlijkt door de activiteiten zoals aangegeven in het werkplan, bedoeld in artikel VIII.
4. De duur van de samenwerking tussen de beide Overeenkomstsluitende Partijen is bepaald op twee jaar.

Artikel II

Bijdrage van iedere Overeenkomstsluitende Partij

1. De Regering van Nederland verbindt zich ertoe:
 - het Nederlandse personeel beschikbaar te stellen, nodig voor de uitvoering van de in het Project bedoelde werkzaamheden;
 - de materialen te verschaffen, nodig voor de uitvoering van het Project, met inbegrip van voertuigen, en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal niet meer belopen dan drie miljoen gulden.

2. De Regering van Kaapverdië verbindt zich ertoe:
 - het personeel ter beschikking te stellen, nodig voor de uitvoering van de in het Project bedoelde werkzaamheden;
 - de gebouwen beschikbaar te stellen, nodig voor de uitvoering van het Project;
 - in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het Project wordt bevorderd.
3. De Regering van Nederland ziet er op toe dat de goedkeuring van de Regering van Kaapverdië is verkregen alvorens een deskundige te zenden.

Artikel III

Door de Regering van Kaapverdië te nemen maatregelen ten behoeve van het Nederlandse personeel

1. In het kader van het Project zal de Regering van Kaapverdië:
 - a. het Nederlandse personeel vrijstellen van betaling van alle belastingen en andere fiscale heffingen ten aanzien van alle door de Nederlandse Regering aan dat personeel betaalde vergoedingen;
 - b. het Nederlandse personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten, zowel op nieuwe en gebruikte huishoudelijke artikelen en persoonlijke bezittingen, als op beroepsuitrusting, ingevoerd in Kaapverdië binnen zes maanden na de aankomst van dat personeel zelf of van de gezinsleden daarvan, mits deze goederen weer uit Kaapverdië worden uitgevoerd bij vertrek of binnen een met de Kaapverdiaanse Regering overeengekomen termijn;
 - c. de invoer regelen, vrij van rechten, van één motorvoertuig binnen zes maanden na de eerste aankomst in Kaapverdië, mits over dit motorvoertuig, indien het wordt verkocht aan iemand die niet dezelfde voorrechten geniet, passende invoerrechten worden betaald, op basis van de geschatte waarde van het voertuig op het tijdstip van verkoop;
 - d. het Nederlandse personeel of de gezinsleden daarvan vrijstellen van nationale dienstplicht;
 - e. het Nederlandse personeel vrijwaren tegen rechtsvervolging op grond van elk door dat personeel gesproken of geschreven woord en op grond van elke door dat personeel verrichte handeling in de uitoefening van zijn functie;
 - f. de kosteloze verschaffing van inreisvisa en werkvergunningen regelen aan het door de Nederlandse Regering bij het Project te werk stellen Nederlandse personeel;
 - g. het Nederlandse personeel identiteitspapieren verschaffen ten einde het te verzekeren van de volledige bijstand van de Kaapverdiaanse autoriteiten bij de uitvoering van zijn taak;

h. het Nederlandse personeel, wat alle door de Nederlandse autoriteiten aan dat personeel betaalde vergoedingen betreft, de gunstigste wisselfaciliteiten verlenen, te weten een rekening voor niet-ingezetenen;

i. het Nederlandse personeel en de gezinnen daarvan repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis.

2. a. De Regering van Kaapverdië vrijwaart de Regering van Nederland en de Nederlandse deskundigen, adviseurs, vertegenwoordigers en het overige Nederlandse personeel ter zake van elke niet-contractuele wettelijke aansprakelijkheid, voortvloeiend uit enig handelen of nalaten van één of meer der genoemde personen tijdens werkzaamheden vallend onder of verband houdend met deze Overeenkomst, dat de dood of lichamelijk letsel van derden of schade aan eigendom van derden veroorzaakt – voor zover deze gevallen niet door verzekering worden gedekt – en ziet af van het doen van enige vordering of van het instellen van een procedure wegens niet-contractuele aansprakelijkheid, tenzij deze aansprakelijkheid het gevolg is van opzettelijk onjuist handelen of grove nalatigheid van één of meer der genoemde personen.

b. Indien de Regering van Kaapverdië de Regering van Nederland of één of meer van de genoemde personen vrijwaart ter zake van een vordering of het instellen van een procedure wegens niet-contractuele wettelijke aansprakelijkheid overeenkomstig het tweede lid, letter a, van dit artikel, is de Regering van Kaapverdië gerechtigd alle rechten uit te oefenen waarop de Nederlandse Regering of die personen aanspraak kunnen maken.

c. Indien de Regering van Kaapverdië zulks verzoekt, verschaft de Regering van Nederland de bevoegde autoriteiten van Kaapverdië de noodzakelijke administratieve of juridische bijstand voor een bevredigende regeling van de problemen die eventueel kunnen voortvloeien uit de toepassing van het tweede lid, letters a en b, van dit artikel.

Artikel IV

Door de Regering van Kaapverdië te nemen maatregelen ten behoeve van de Nederlandse uitrusting

De Regering van Kaapverdië stelt de door de Nederlandse Regering in het kader van het Project verschaft uitrusting (met inbegrip van motorvoertuigen) en andere goederen vrij van alle in- en uitvoerrechten en andere fiscale heffingen.

Artikel V

Rechtspositie van het Nederlandse personeel

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die aan

de Nederlandse autoriteiten verantwoording verschuldigd is voor de Nederlandse bijstand aan het Project.

2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het Project overlegt de teamleider regelmatig met de Regering van Kaapverdië of met de door die Regering aangewezen autoriteiten en houdt zich aan de door die Regering of door de bevoegde autoriteiten gegeven operationele instructies, voor zover deze verenigbaar zijn met de doelstellingen van het Project.

3. De Regering van Kaapverdië verstrekt het Nederlandse personeel alle inlichtingen die dit personeel noodzakelijk acht voor de doeltreffende uitvoering van de werkzaamheden van het Project.

4. De Regering van Kaapverdië kan de Nederlandse Regering verzoeken één of meer leden van het Nederlandse personeel terug te roepen, indien het gedrag bij de beroepsuitoefening of het persoonlijk gedrag van de betrokken personen een dergelijke maatregel rechtvaardigt.

Artikel VI

Nederlandse uitrusting

De gehele uitrusting en alle materialen, door de Nederlandse Regering in het kader van het Project verschaft, worden bij het einde van de samenwerking aan de Regering van Kaapverdië overgedragen.

Artikel VII

Bevoegde autoriteiten en uitvoerende autoriteiten

1. De bevoegde Nederlandse autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De bevoegde Kaapverdiaanse autoriteit is de „Secrétaire d'Etat à la Coopération et au Plan” (Staatssecretaris voor Samenwerking en Regeringsplan).

2. Iedere bevoegde autoriteit heeft het recht haar verantwoordelijkheden in het kader van dit Project geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De bevoegde Nederlandse autoriteit wijst de Directie Internationale Technische Hulp van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als de Nederlandse uitvoerende autoriteit.

De bevoegde Kaapverdiaanse autoriteit wijst het „Ministère du Développement Rural” (Ministerie voor Plattelandsontwikkeling) aan als de Kaapverdiaanse uitvoerende autoriteit.

Artikel VIII

Werkplan

1. De bevoegde autoriteiten van de beide Partijen stellen een werkplan op, waarin tot in de bijzonderheden de bijdrage van iedere Partij wordt aangegeven, alsmede de taak van de deskundigen, de omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun uitzending en de omschrijving van de uitrusting en het materieel dat ter beschikking moet worden gesteld. Het werkplan omvat een gedetailleerde begroting van de bijdrage van iedere Partij, een prioriteitenprogramma, een tijdschema voor de werkzaamheden en lijsten van de uitrusting en het materieel dat door iedere Partij ter beschikking moet worden gesteld.

2. Het werkplan kan worden gewijzigd bij onderlinge overeenstemming tussen de uitvoerende autoriteiten.

Artikel IX

Verslagen

De teamleider en zijn Kaapverdiaanse lokale medewerker leggen aan de beide uitvoerende autoriteiten iedere drie maanden een verslag in de Franse taal over betreffende de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het Project.

Aan het einde van het Project dienen zij bij alle betrokken partijen een eindverslag in de Franse taal in over alle aspecten van de in het kader van het Project verrichte werkzaamheden.

Artikel X

Geschillen

Ieder geschil betreffende de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XI

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste procedures is voldaan, en wel met terugwerkende kracht vanaf 1 maart 1977.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een periode van twee jaar. Zij wordt stilzwijgend verlengd met een periode van een jaar, behoudens opzegging drie maanden voor het einde van de periode van twee jaar.

Ieder van de beide Regeringen heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen, met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt deze Overeenkomst slechts voor het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Dakar, op 27 februari 1979 in tweevoud in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden*

(w.g.) E. E. S. DE JONGH

*Voor de Regering van de
Republiek Kaapverdië*

(w.g.) A. J. C. VEIGA

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel XI, eerste lid, in werking treden op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste procedures is voldaan, met terugwerkende kracht vanaf 1 maart 1977.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XI, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de zesentwintigste april 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW